

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
LOCALES ET DU CADRE DE VIE**

Marseille, le **2 JUIN 2005**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Mme PONGE
☎ 04.91.15.63.21
N°44-2005A

ARRÊTÉ

**imposant des prescriptions complémentaires à la Société PORT PETROLIER DE GIVORS
sise à PORT SAINT LOUIS DU RHONE**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU le Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}, Chapitre II,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment son article 18,

VU l'arrêté d'autorisation n° 157-2004A du 14 décembre 2004 applicable à la société PORT PETROLIER DE GIVORS sise à Port Saint Louis du Rhône,

VU le dossier de cessation d'activité des installations de stockage en réservoirs de liquides inflammables de 1^{ère} catégorie, de stockage de goudron de houille et de fabrication d'aquazole, déposé par la société PORT PETROLIER DE GIVORS le 23 février 2005,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 14 mars 2005 validé le 25 mars 2005,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 28 avril 2005,

CONSIDERANT que l'arrêt des installations de stockage en réservoirs de liquides inflammables de 1^{ère} catégorie, de stockage de goudron de houille et de fabrication d'aquazole, modifie l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 157-2004A du 14 décembre 2004,

CONSIDERANT que cette cessation d'activité est de nature à diminuer les dangers et inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement ainsi que l'impact environnemental du site,

CONSIDERANT que l'établissement PORT PETROLIER DE GIVORS ne sera plus classé SEVESO II seuil bas,

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article 18 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, le Préfet, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène peut fixer des prescriptions additionnelles rendues nécessaires,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1^{er}

La Société Anonyme PORT PETROLIER DE GIVORS, dont le siège social est situé Place du Bassin à Givors (69700), est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations sises Z.I Berge Sud du Canal – 13230 Port Saint Louis du Rhône et à effectuer les aménagements tels que prévus au dossier adressé à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 23 février 2005 concernant la fin des activités de stockage de liquides inflammables de 1^{ère} catégorie en réservoirs manufacturés, de stockage de goudron de houille et de fabrication d'aquazole.

Article 2

Les dispositions techniques définies dans l'arrêté préfectoral n° 157-2004 A du 14 décembre 2004 sont modifiées et complétées par celles définies ci-après :

Le tableau des activités autorisées sur le site constituant l'annexe I de l'arrêté préfectoral n°157-2004 du 14 décembre 2004 est remplacé par le tableau ci-dessous :

Rubrique	Désignation de l'activité	Paramètres caractéristiques	Régime
167 a)	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères). Stations de transit	13000 t/an	A
1173.3	Dangereux pour l'environnement -B-, toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t, mais inférieure à 500 t	490 t	D
1432.2.a)	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³	1 ^{ère} catégorie : 500 m ³ 2 ^{ème} catégorie : 10 110 m ³ Capacité équivalente : 2522 m ³	A
1433.A.a)	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) Installations de simple mélange à froid La quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est supérieure à 50 t	2 ^{ème} catégorie : 910 t Capacité équivalente : 182 t	A
1433.B.a)	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) Autres installations que le simple mélange à froid La quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est supérieure à 10 t	2 ^{ème} catégorie : 810 t Capacité équivalente : 162 t	A
1434.1.a)	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant supérieur ou égal à 20 m ³ /h	Enfûtage : 20 m ³ /h Poste camion : 150 m ³ /h	A

Rubrique	Désignation de l'activité	Paramètres caractéristiques	Régime
1510.2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³	35 000 m ³	D
2910.A.2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322 B4. La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière et groupe électrogène Total = 14 MW	D
2920.2.b)	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, Fluides non inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	67,5 kW	D

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1° - Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- 2° - Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 : Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

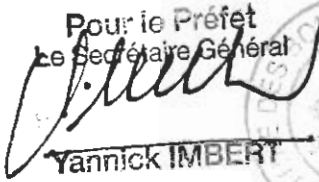
Article 5

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- Le Sous-Préfet d' ARLES,
- Le Maire de PORT SAINT LOUIS DU RHONE ,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°77.1133 dn 21 septembre 1977 modifié.

Marseille, le 22 JUIN 2006

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Yannick IMBERT

